

Manifeste

L'Europe est une réalité politique. Elle entre dans la vie de la Cité ; en tant que citoyens, travailleurs, entrepreneurs, consommateurs, étudiants, l'Europe nous concerne. Elle est un lieu de production de décisions et de normes qui ont toutes des répercussions plus ou moins directes sur nos vies quotidiennes. Elle est un lieu de pouvoir que les partis politiques doivent investir pour lui donner une couleur partisane. L'Europe n'est pas déterminée a priori.

Pourtant, alors que les pouvoirs du Parlement européen augmentent et font de lui un véritable co-législateur, l'adhésion des citoyens à l'Europe diminue et la critique d'une Europe déconnectée se renforce. Ce paradoxe reflète un décalage grandissant entre la localisation de plus en plus européenne du pouvoir décisionnel et juridictionnel et la structuration de l'espace public et de l'imaginaire politique qui demeure essentiellement nationale.

L'Union européenne, au fur et à mesure que les Européens la montent, se révèle d'une complexité croissante. Une certaine Europe perçue comme bruxelloise et technocrate est devenue presque étrangère à de nombreux Européens, qui ne la connaissent plus – ou si peu – ne votent pas à ses élections et font de plus en plus le choix des partis populistes. L'Europe d'aujourd'hui donne l'impression d'une coquille institutionnelle faite de droits et de réglementations, mais dépourvue de chair politique.

Pourtant, en ces temps de crises sociale, environnementale et économique, alors que s'impose l'étroite interdépendance des économies mondialisées, a fortiori européennes, il devient utopique de penser réformer et protéger efficacement en se cantonnant à l'échelon national. La promotion d'un modèle social et économique progressiste, mieux régulé, plus solidaire et plus durable, est devenu impensable sans l'Union européenne.

Cependant, les partis de gauche demeurent en retrait sur les enjeux européens. Certains d'entre eux cultivent un rapport schizophrène à l'Europe, la percevant à la fois comme un projet humaniste, pacifique et cosmopolite et comme un vecteur du libéralisme excessif, du dumping social et des politiques de rigueur. Ce manque d'engagement européen explique dans une certaine mesure pourquoi les partis sociaux-démocrates peinent aujourd'hui à saisir les possibilités politiques ouvertes avec la crise et pourquoi ils ne convainquent pas comme ils le devraient, alors que le contexte social et économique leur donne en grande partie raison.

Cette désaffection citoyenne et ce désamour progressiste s'entretiennent mutuellement. L'atrophie du discours réformiste sur l'Europe ne permet pas de nourrir un débat européen confrontant plusieurs visions politiques capables d'interpeller le citoyen. D'où l'image d'une Europe distante dictant ses réglementations depuis Bruxelles et la tartufferie des gouvernements nationaux décriant devant leurs électeurs des mesures qu'ils ont pourtant adoptées eux-mêmes tout en s'attribuant le succès de politiques européennes.

Ce cercle vicieux doit être renversé : les partis de gauche doivent s'investir au niveau européen pour apporter des réponses crédibles aux préoccupations des citoyens en participant pleinement à la vie politique européenne. Ils doivent en particulier œuvrer pour l'adoption de textes législatifs afin de renforcer les droits des travailleurs, protéger les plus vulnérables et lutter contre toutes les formes de discrimination, garantir un développement durable de nos économies et un mode de vie respectueux de l'environnement, promouvoir une Europe des citoyens, œuvrer au renforcement de son intégration (solidarité, fiscalité, diplomatie, défense, stratégie économique paneuropéenne).

Animé par ces valeurs, EuroCité se propose de contribuer au façonnement d'un socle idéologique pour la social-démocratie européenne, en œuvrant à l'avènement d'un espace public européen et d'une conscience politique européenne structurés sur des clivages partisans lisibles pour les citoyens, pour donner corps à une véritable démocratie européenne.